



Déclaration de la FSU au CTSD du 23 mai 2022.

Le contexte économique pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, et l'inflation se fait sentir avec d'autant plus de violence pour les plus précaires. Il y a urgence à ce que le gouvernement prenne enfin des mesures durables d'augmentation des salaires et des pensions, le quinquennat qui vient de s'achever ayant été le premier à ne pas voir ce point d'indice dégelé une seule fois.

La carte scolaire du premier degré est ajustée aujourd'hui. Elle doit être réalisée en concertation avec les organisations syndicales et en toute transparence dans les règles à suivre. Comment comprendre que dès la semaine dernière, certains maires se félicitaient dans la presse de voir la carte scolaire évoluer dans leur sens alors que l'instance ne s'était pas encore tenue ?

Dans le débat de l'entre-deux-tours des élections présidentielles, le président alors candidat affirmait « J'ai mis fin à la fermeture des classes, sans l'accord du maire » et « A chaque fois [qu'il y a eu fermeture], il y a eu consultation des maires. » Mme Borne, devenue depuis Première ministre, ajoutait alors dans les médias comme gage de la politique de « gauche » du gouvernement la « non-fermeture de classes sans l'accord des maires » qu'elle qualifiait comme une nouveauté dans le dialogue et le respect des collectivités locales. C'est pourquoi la FSU 88 réitère sa demande, qu'elle porte depuis un an déjà, de faire tenir les paroles de notre gouvernement et de procéder à la réouverture de classes fermées depuis 2019 sans l'accord du maire.

Dans cette école de la confiance tant prônée par notre ancien Ministre Blanquer, il faut rappeler que la transparence devrait être une base à la confiance. Cette transparence doit aussi s'appliquer aux opérations de mouvement : les collègues n'ont pas été informés des postes gelés, spécifiquement dédiés aux futurs professeurs stagiaires. Par conséquent, la FSU 88 demande qu'une liste des postes gelés soit annoncée comme document supplémentaire aux postes du mouvement.

De plus, les brigades ruralités ont été appliquées en pansement auprès des élèves ayant un indice de position sociale faible. Pour cette aide, bien que trop limitée, sur un mi-temps, pour un trimestre, la FSU remarquait l'effort de réduire les inégalités sociales de notre système éducatif. Par manque de remplaçants, les BIR n'ont pas pu assurer leur mission et ont dû aller remplacer en classe. Le message envoyé en direction des parents est sans ambiguïté : « votre enfant a statistiquement moins de chance de réussir scolairement, mais nous ne vous allouons pas à de professeur supplémentaire pour pallier ses difficultés ».

Ce manque de moyens en personnels est mal compris des parents qui sont en droit d'exiger une continuité du service public d'éducation. La tentation est forte pour certains parents d'en remettre la faute sur les enseignants absents. Comment comprendre également que, malgré les difficultés constatées en milieu rural, la Direction Académique continue à y fermer des classes ? Comment comprendre, alors qu'on allège les effectifs de certaines classes que les écoles rurales n'y aient pas également droit ? L'Etat se doit d'être équitable partout dans notre département des Vosges.

La FSU 88 salue dans la nomination de Pap Ndiaye comme Ministre de l'Éducation Nationale le symbole qu'il représente à différents niveaux et la considère comme un désaveu de ce qu'a pu porter le précédent ministre qui n'a eu de cesse que de mépriser les personnels. Mais la FSU n'en reste pas aux symboles et jugera le ministre sur les actes et les politiques qu'il sera à même de mener pour réparer les dégâts causés par 5 années de blanquérisme. Les attentes sont fortes et la déception peut l'être davantage encore s'il ne s'agissait que d'un écran de fumée purement électoraliste avec les législatives. D'ores et déjà, notre ministre doit faire en sorte d'améliorer sensiblement les conditions de travail et le salaire pour tous les échelons, condition incontournable pour pallier la forte baisse du nombre

d'inscrits aux concours. Nous espérons que les déclarations de dégel du point effectuées dans les jours précédant le premier tour des élections présidentielles n'étaient pas que de vagues promesses électorales, à classer aux côtés de la « revalorisation historique » du « Grenelle » et déboucheront sur une mesure forte. Nous exigeons une augmentation des salaires, sans contrepartie. Les conditions de travail liées aux suppressions massives d'emplois dans notre ministère ces vingt dernières années, aux réformes brutales menées au collège puis au lycée ainsi qu'à Parcoursup, doivent être au cœur de la politique de notre nouveau ministre. Une remise à plat de ces réformes, en écoutant les personnels qui vivent et souffrent de conditions de plus en plus détériorées est indispensable.

Pendant ce temps électoral, la FSU déplore les solutions de facilité qui poussent les électeurs à se réfugier vers le vote extrême. La FSU rappelle l'importance de son combat contre l'extrême droite, dont les idées et les valeurs sont à l'opposé des mandats défendus par les syndicats de la Fédération. Les scores atteints par le Rassemblement national aux deux tours de l'élection présidentielle dans le département des Vosges se trouvent malheureusement alimentés par un sentiment d'exclusion nourri par la fermeture des services publics dans les territoires ruraux et de politiques de plus en plus hors sols menées depuis des métropoles. Le nationalisme et la xénophobie prospèrent sur le lit des inégalités creusées par le bilan et le projet du président élu.

Partout où c'est possible, pour les services publics et celui d'éducation en particulier, pour la jeunesse, la FSU appelle à faire élire des forces de progrès social et écologique.